

ÉTUDE DES CRÉDITS

1999-2000

**COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE**

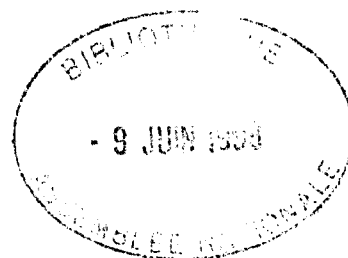


ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

- 1 - Renseignements généraux**
- 2- Renseignements budgétaires**
- 3- Demande de renseignements généraux de
l'opposition officielle adressée à tous les ministères
et organismes gouvernementaux**
- 4- Demande de renseignements particuliers de
l'opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

- 1) Renseignements généraux**
- 2) Renseignements budgétaires**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

La mission :

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a pour mission de veiller au respect des principes énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne ainsi qu'à la protection de l'intérêt de l'enfant et au respect des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse; à ces fins, elle exerce les fonctions et les pouvoirs que lui attribuent cette **Charte et cette loi**.

Par Décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du Gouvernement du Québec.

Considérations générales :

La Commission doit respecter l'intégralité des mandats qui lui sont confiés par la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi sur la protection de la jeunesse. Elle doit parfaire la fusion de ces mandats et de ces activités dans l'organisme récemment constitué (29 novembre 1995). La Commission doit maintenir sa présence régionale (11 bureaux) sinon l'accroître afin de pouvoir offrir ses services directement à la population, avec efficacité et efficience, particulièrement dans le contexte économique et social actuel.

Les responsabilités :

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Charte des droits et libertés de la personne

Article 71 La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte.

Elle assume notamment les responsabilités suivantes :

1. faire enquête selon un mode non contradictoire, de sa propre initiative ou lorsqu'une plainte lui est adressée, sur toute situation qui lui paraît constituer soit un cas de discrimination au sens des articles 10 à 19, y compris un cas visé à l'article 86, soit un cas de violation du droit à la protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées énoncé au premier alinéa de l'article 48;

2. favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés ou celui qui la représente, et la personne à qui cette violation est imputée;
3. signaler au Curateur public tout besoin de protection qu'elle estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions;
4. élaborer et appliquer un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;
5. diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;
6. relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;
7. recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier, éventuellement en invitant toute personne ou groupement intéressé à lui présenter publiquement ses observations lorsqu'elle estime que l'intérêt public ou celui d'un groupement le requiert, pour faire au gouvernement les recommandations appropriées;
8. coopérer avec toute organisation vouée à la promotion des droits et libertés de la personne, au Québec ou à l'extérieur;
9. faire enquête sur une tentative ou un acte de représailles ainsi que sur tout autre fait ou omission qu'elle estime constituer une infraction à la présente Charte, et en faire rapport au Procureur général.

Partie 3, article 86 et suivants sur les Programmes d'accès à l'égalité.

Expertise conseil dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Loi sur la protection de la jeunesse

Article 23 La Commission exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi :

- a) elle assure, par toutes les mesures appropriées, la promotion et le respect des droits de l'enfant reconnus par la présente loi et par la Loi sur les jeunes contrevenants;

- b) sur demande ou de sa propre initiative, elle enquête sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi;
- c) elle prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;
- d) elle élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant;
- e) elle peut, en tout temps, faire des recommandations, notamment, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de l'Éducation et au ministre de la Justice;
- f) elle peut faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice.

**LISTE DES MEMBRES DE LA
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM	DATE DE NOMINATION
FILION, Claude (Président)	5 août 1996
GIROUX, Céline (Vice-présidente)	29 novembre 1995
STODDART, Jennifer (Vice-présidente)	5 août 1996
CHABOT, Louis-Marie (Commissaire)	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Commissaire)	29 novembre 1995
DE PASQUALE, Dominique (Commissaire)	5 août 1996
DUPLÉ, Nicole (Commissaire)	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Commissaire)	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Commissaire)	29 novembre 1995
MYRE, Jocelyne (Commissaire)	29 novembre 1995
NIEMI, Fo (Commissaire)	19 juin 1991
RAYMOND, Diane F. (Commissaire)	5 août 1996
ROULEAU, Michèle (Commissaire)	5 août 1996

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

BUREAUX RÉGIONAUX

CHICOUTIMI
227, rue Racine Est
Bureau 409
CHICOUTIMI (Québec)
G7H 7B4

VAL D'OR
1200, 8^e rue, bureau 101
VAL D'OR (Québec)
J9P 3N7

HULL
170, rue Hôtel de Ville
Bureau 4.150
HULL (Québec)
J8X 4C2

SAINT-JÉRÔME
227, rue St-Georges,
bureau 202
SAINT-JÉRÔME (Québec)
J7Z 5A1

LONGUEUIL
1111, boul. Jacques-Cartier Est
Bureau RC-34
LONGUEUIL (Québec)
J4M 2J6

SEPT-ÎLES
456, rue Arnaud
Bureau 1.06
SEPT-ÎLES (Québec)
G4R 3B1

QUÉBEC
800, Place d'Youville
Bureau 20.15
QUÉBEC (Québec)
G1R 5V1

SHERBROOKE
375, rue King Ouest
Bureau 1.05
SHERBROOKE (Québec)
J1H 6B9

RIMOUSKI
337, rue Moreault
2^e étage
RIMOUSKI (Québec)
G5L 1P4

TROIS-RIVIÈRES
878, rue de Tonnancourt
Bureau 3.01
TROIS-RIVIÈRES (Québec)
G9A 4P8

**SIÈGE-SOCIAL
MONTREAL**
360 rue St-Jacques, 2^e étage
MONTREAL (Québec)
H2Y 1P5

RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES:

1) Les ressources:

Les crédits 1999-2000 de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sont de 9 170,8\$ pour le budget de dépenses et de 38,0\$ pour le budget d'investissement.

Les dépenses de traitement représentent près de 80% du budget. Malgré un ajout de crédits de 250,000\$ qui seront injectés au début de l'exercice, les compressions budgétaires antérieures ont accentué un sous-financement récurrent de la masse salariale. Au cours des derniers exercices financiers, nous avons dû, avec l'aide du MRCI, obtenir des crédits additionnels pour équilibrer les budgets. Une demande de crédits additionnels a donc été présentée et n'a pas encore obtenu tous les résultats escomptés.

Nous devons également souligner que la Commission, malgré un effectif autorisé de 155 postes, fonctionne avec un personnel de 137 personnes.

Ainsi, la présence régionale de la CDPDJ est minimale. La Commission n'assure pas une telle présence (1 professionnel et une secrétaire) dans quelques-uns de ses bureaux régionaux, notamment à Sept-Îles et Chicoutimi. Elle veut également être capable d'assurer une présence accrue dans certaines régions, notamment en Abitibi-Témiscamingue et aussi se rapprocher de ses clientèles et permettre ainsi à tous les citoyens et citoyennes d'avoir accès à ses services.

La Commission doit également consolider son expertise des droits des jeunes. Il est de la première importance pour elle de pouvoir assumer son mandat de surveillance du respect des droits des enfants et des jeunes dans le réseau de protection de la jeunesse. Elle doit pouvoir compter sur des ressources professionnelles compétentes et en nombre suffisant pour exercer une vérification rationnelle de la production et de l'efficacité de l'ensemble du système de protection.

L'énoncé de mission de la Commission depuis les modifications occasionnées par la fusion CDP-CPDJ inclut l'obligation de veiller à la protection de l'intérêt de l'enfant en tenant compte des droits qui lui sont reconnus par la Loi de la protection de la jeunesse, mais aussi dans la Charte des droits et libertés de la personne. Cette obligation nouvelle fait de la Commission un interlocuteur privilégié sur les questions relatives à l'enfance et à la jeunesse.

2) Le personnel

Les employé/e/s de la Commission ne sont assujetti/e/s à la Loi sur la Fonction publique.

Tel que stipulé à l'article 62 de la Charte des droits et libertés de la personne, les employé/e/s de la Commission ne peuvent être destitué/e/s que par décret du gouvernement et uniquement sur recommandation de la Commission.

Après une année d'ancienneté, les employé/e/s ne peuvent être licencié/e/s ou mis/e/s à pied. Leur mobilité est limitée à l'intérieur de la Commission selon les règles applicables à leur convention collective, sauf pour les employé/e/s qui ont conservé un droit de retour dans la Fonction publique (22 personnes) lors de la fusion CDP-CDPJ.

3) Les commissaires:

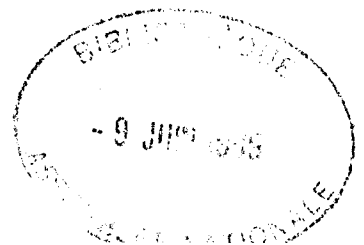
La Commission est composée de quinze membres, dont un président et deux vice-présidentes. Ils sont tous nommés par l'Assemblée nationale. Actuellement deux (2) postes de commissaire demeurent vacants.

Les membres à temps partiel sont régis par un décret quant à leurs honoraires.

Coûts des commissaires:

-	salaires (président et 2 vice-présidentes)	291 700\$
-	honoraires et allocations (autres commissaires)	67 000\$
-	autres dépenses (voyages etc...)	<u>50 000\$</u>

TOTAL:	408 700\$
	=====

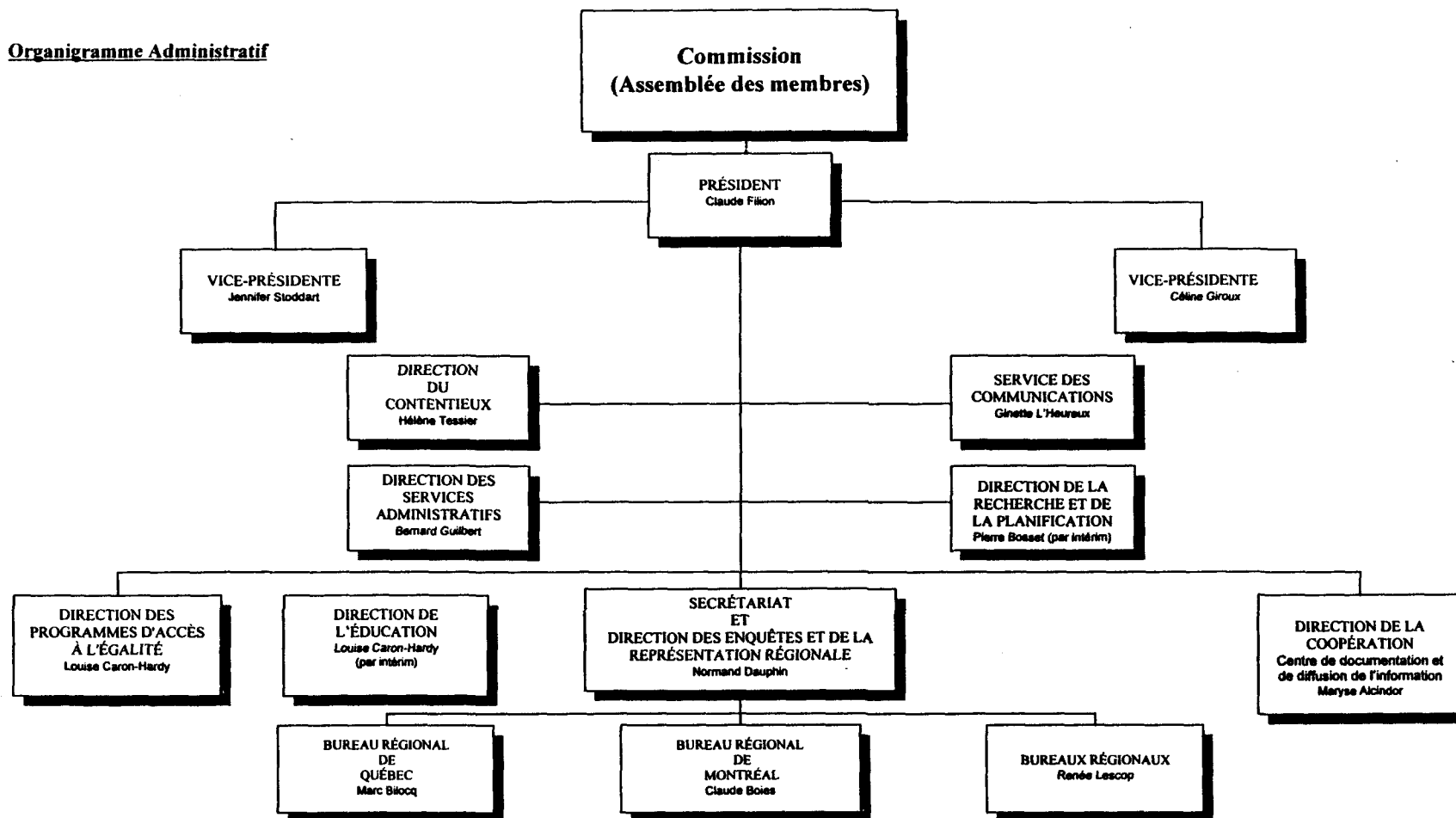


ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Organigramme Administratif



1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)

Voir tableau ci-joint

2. Liste des publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
Rapport annuel 1997	1 500	2 687\$	Publications du Québec	Assemblée Nationale CDPDJ et sur demande
Charte en résumé	5 000	3 042\$	Payette et Simms Inc.	Sur demande
Dépliants «Logements»	5 000F 2 000A	847\$	Imprimerie Québecor Lebonfon	Sur demande
Dépliants «Rêver l'avenir»	3 000	930\$	Imprimerie Trimocom Inc.	Liste d'envois
Dépliants «CASHRA»	1 000A 500F	862\$	Imprimerie Québecor Lebonfon	Liste d'envois
Rapport «PAE : Bilan et perspective»	600	3 588\$	Imprimerie Québecor Lebonfon	Liste d'envois
Résumé «PAE : Bilan et perspective	600	1 170\$	Imprimerie Québecor Lebonfon	Liste d'envois
Tiré à part «Signaler c'est déjà protéger»	2 000	849\$	Payette et Simms	Sur demande
Cartons «Site Internet»	6 000	273\$	Reprotech	Liste d'envois

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1998

OBJET	Dépenses réelles
Claude Filion (président), Jennifer Stoddart (vice-présidente), Normand Dauphin (directeur), participation à la réunion du Comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne (28 et 29 mai 1998) et à la conférence annuelle de l'Association canadienne des Commissions et Conseil des droits de la personne (31 mai au 3 juin 1998) à Halifax.	4 022.70\$
Claude Filion (président), participation à la 29 ^e session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, France du 3 juillet au 8 août 1998.	4 434.05\$
Lucie France Dagenais (direction de la recherche), participation à l'«European Conference on gender equality in higher Education», Helsinki, Finlande du 26 août au 2 septembre 1998.	2 500.00\$
Line Laberge (secrétaire-Direction de la coopération), participation à un stage de formation et d'apprentissage à l'«Institut international des droits de l'homme», Strasbourg, France du 9 au 25 juillet 1998.	2 500,00\$
Jennifer Stoddart (vice-présidente), participation à IAOHRA – The International association of official human rights agencies, 50 th Anniversary annual conference Human rights : a global challenge for the next millenium du 12 au 15 juillet 1998 à Hartford, Connecticut	1 288.75\$
Michel Blais (représentant régional), participation à la 29 ^e session d'enseignement offerte par l'«Institut international des droits de l'homme», dans le cadre du plan de développement des ressources humaines, Strasbourg, France du 6 au 31 juillet 1998.	2 500.00\$
Claude Filion (président), participation à la réunion des hauts fonctionnaires chargés des droits de la personne, Vancouver, B.C. du 24 au 28 septembre 1998.	1931,84\$
Shirley Sarna (agente de coopération), participation à la réunion du Réseau des jeunes «pris en charge» à Ottawa, Ontario les 9, 10 et 28 octobre 1998.	445.79\$

OBJET	Dépenses réelles
<p>Louise Caron Hardy (directrice des programmes d'accès à l'égalité), participation à l'«International human rights Conference» à Edmonton, Alberta du 26 au 29 novembre 1998.</p>	<p>1 256.50\$</p>
<p>Céline Giroux (vice-présidente), Mario Gauvin (représentant régional) et Shirley Sarna (agente de coopération), participation à la réunion des Children's Advocate du Canada, à Edmonton, Alberta du 21 au 24 octobre 1998.</p>	<p>3 062.33\$</p>
<p>Hélène Tessier (chef du Contentieux); participation à la rencontre du réseau des avocats des Commissions des droits de la personne à travers le Canada organisée par la Commission ontarienne des droits de la personne à Toronto, Ontario les 5 et 6 novembre 1998.</p>	<p>834.65\$</p> <hr/> <p>24,776.61\$</p>

4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

Type de média/Promotion	Fournisseur	Objet	Coûts
Journaux	Journal de Montréal Journal de Québec	Publicité	1 972\$
Quotidiens	Divers	Avis légaux	2 305\$
Quotidiens régionaux	Le Quotidien (Chicoutimi) Le Nord-Est (Sept-Îles) Plein-Jour (Baie-Comeau)	Appels de candidatures	1 082\$
Journaux	Le Devoir	Publicité – 50 ^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme	1 374\$
Revue	Femmes autochtones du Québec	Publicité	500\$
Programme/Événement	Ligue des Droits et libertés	Publicité	500\$
Programme/Événement	Institut interculturel Montagnais	Publicité	500\$
Prix régionaux récipiendaires (19) et épinglettes	Co-Pilote Inc.	Promotion – Prix Droits et libertés	10 556\$
Prix Droits et Libertés (2)	Créations Hugues Soucy	Promotion – Prix Droits et libertés	2 672\$
TOTAL			21 461\$

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent

Aucun

6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande du ministère ou de l'organisme

Aucune

-
- 7. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999**
-

Voir liste ci-jointe

LISTE DES CONTRATS

Page: 1

Nom du fournisseur	Plus bas soumis.	Mandat	Résultat	C O U T			Mode d'octroi
				Engagement	Suppléments	Total	
AUDIO CONSEIL	sans objet	TEMOIN-EXPERT	TEMOIGNAGE EN COUR	250.00	0.00	250.00	NEGOCIE
AZDOUZ RACHIDA	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
BAILLARGEON ALINE	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
BERGERON, GAUDREAU avocats	sans objet	CORRESPONDANT COUR SUPRÊME DU CANADA		1 000.00	0.00	1 000.00	NEGOCIE
BLANCHARD DANIEL	sans objet	INSTALLATION DE MICRO-ORDINATEURS	CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES	3 150.00	0.00	3 150.00	NEGOCIE
BOUCHER SUZANNE	sans objet	EXPERTISE MEDICALE	TEMOIGNAGE	700.00	0.00	700.00	NEGOCIE
CARLE FRANCOIS	sans objet	INSTALLATION DE MICRO-ORDINATEURS	CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES	3 150.00	0.00	3 150.00	NEGOCIE
CENTRE CITE DES PRAIRIES	sans objet	REFECTION FAUTEUILS	ENTRETIEN MOBILIER	922.00	0.00	922.00	NEGOCIE
CHAMPAGNE NOEL	sans objet	EXPERTISE	TEMOIGNAGE	350.00	0.00	350.00	NEGOCIE
CHAMPAGNE NOEL	sans objet	EXPERTISE DANS DOSSIER DU CONTENTIEUX	RAPPORT D'EXPERTISE	350.00	0.00	350.00	NEGOCIE
CHICHA MARIE THERESE	sans objet	EXPERTISE	REDACTION D UN RAPPORT EQUITÉ SALARIALE	1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
DEMERS SYLVIE, ORTHOPHONISTE	sans objet	EFFECTUER UNE EXPERTISE	RAPPORT D'EXPERT DANS DOSSIER DU CONTENTIEUX	410.00	0.00	410.00	NEGOCIE
DOLBEC TRANSPORT	sans objet	DEMEMAGEMENT	TRANSFERT D'EMPLOYÉE	1 748.50	0.00	1 748.50	NEGOCIE
DOLBEC TRANSPORT	sans objet	DEMEMAGEMENT DE MEUBLES	REAMEAGEMENT D'UN BUREAU RÉGIONAL	600.00	0.00	600.00	NEGOCIE
DOLBEC TRANSPORT	sans objet	TRANSPORT DE MOBILIER	AMENAGEMENT POUR CONFERENCE DE PRESSE	250.00	0.00	250.00	NEGOCIE
DOUYON EMERSON	sans objet	EXPERTISE PSYCHOLOGIQUE	RAPPORT D'EXPERT POUR DOSSIER DU CONTENTIEUX	1 600.00	0.00	1 600.00	NEGOCIE
DUBEAU FRANÇOIS	sans objet	EXPERTISE MEDICALE	TEMOIGNAGE	500.00	0.00	500.00	NEGOCIE
DURBER PAUL	sans objet	MANDAT ENQUETE EQUITÉ SALARIALE	RAPPORT	8 000.00	0.00	8 000.00	ARTICLE 62.2 DE LA CHARTE
DORTIN JACYNTHIE	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
DORTIN, ANDRÉ	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
D'ONTEAU, JOEL	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
D'ERVAIS CYNTHIA	sans objet	CONSULTANTE POUR SITE WEB	RELEVÉ INFODROITS	2 400.00	0.00	2 400.00	NEGOCIE
DUBERT DANIEL	sans objet	DIVERS MANDATS AUTOUR DES PROJETS DU 50E	TENUE DE SESSIONS EN RÉGION	24 780.00	0.00	24 780.00	NEGOCIE
D'ECOTECH, CONSEILLERS EN INFORMATIQUE	sans objet	MODIFICATION D'APPLICATION INFORMATIQUE	CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE	1 267.50	0.00	1 267.50	NEGOCIE
D'ECOTECH, CONSEILLERS EN INFORMATIQUE	sans objet	PROGRAMMATION-INTÉGRATION DE DONNÉES	UTILISATION DU RECENSEMENT 1996	1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
D'EMPRIMERIE QUEBECOR LEBONFON	sans objet	IMPRESSION D'UN DOCUMENT	DEPLIANT LOGEMENT	847.00	0.00	847.00	NEGOCIE
D'EMPRIMERIE QUEBECOR LEBONFON	Oui	IMPRESSION DE DOCUMENT	DEPLIANT CASHRA	765.00	0.00	765.00	SOUSSION
D'EMPRIMERIE QUEBECOR LEBONFON	sans objet	IMPRESSION ET PRÉPARATION DE DOCUMENT	P.A.E. RÉSUMÉ	1 170.00	0.00	1 170.00	NEGOCIE
D'EMPRIMERIE QUEBECOR LEBONFON	sans objet	IMPRESSION ET PRÉPARATION DE DOCUMENT	P.A.E. RAPPORT	3 588.00	0.00	3 588.00	NEGOCIE
D'ARCHEVÊQUE ANNIE	sans objet	SOUTIEN AUX COMMUNICATIONS	REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE	1 480.00	0.00	1 480.00	NEGOCIE
D'ARCHEVÊQUE ANNIE	sans objet	SOUTIEN AUX COMMUNICATIONS	REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE	1 240.00	0.00	1 240.00	NEGOCIE
D'AMOUREUX CAROLE	sans objet	ANALYSE D'UN DOSSIER POUR EXPERTISE	RAPPORT ÉCRIT ET TÉMOIGNAGE	3 800.00	0.00	3 800.00	NEGOCIE
D'AVIGNE FRANCOIS, DR	sans objet	TEMOIN-EXPERT	TEMOIGNAGE EN COUR	1 300.00	0.00	1 300.00	NEGOCIE
D'EHOUX, JEAN-FRANCOIS	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
D'ORTIE ANDRÉ	sans objet	SUPPORT A LA REALISATION	CONFERENCE DE PRESSE	900.00	0.00	900.00	NEGOCIE
D'ORTIE ANDRÉ	sans objet	RELATIONS AVEC LA PRESSE COLLOQUE LDP	DOCUMENTS	900.00	0.00	900.00	NEGOCIE
D'ORETTI PIERRE	sans objet	AGIR COMME ENQUÊTEUR-MÉDIATEUR	RAPPORT	1 600.00	0.00	1 600.00	ARTICLE 62.2 DE LA CHARTE
D'AYETTE & SIMMS INC.	sans objet	IMPRESSION	CHARTÉ RÉSUMÉ VERSION ANGLAISE	2 938.00	0.00	2 938.00	NEGOCIE
D'AYETTE & SIMMS INC.	sans objet	PRÉPARATION DE DOCUMENT	PORTE-DOCUMENT	1 888.00	0.00	1 888.00	NEGOCIE
D'IERRE DENIS	sans objet	INSTALLER CONSOLE ET SONORISATION	DIFFUSION CONFERENCE DE PRESSE	225.00	0.00	225.00	NEGOCIE
D'IRAMIDE RELATIONS PUBLIQUES	sans objet	REDACTION, REVISION D'EPREUVES	RAPPORT ANNUEL	1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
D'EPROTECH	Oui	IMPRESSION	CARTON INTERNET	273.00	0.00	273.00	SOUSSION
D'EPROTECH	Oui	IMPRESSION D'ETIQUETTES	ETIQUETTES	922.00	0.00	922.00	SOUSSION
D'OY JEAN-YVES	sans objet	EXPERTISE TOXICOMANIE	RAPPORT	1 000.00	0.00	1 000.00	NEGOCIE
D'ERVICES-CONSEIL FRAN-PIER ENR.	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
D'EPHENS, MICHAEL	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
D'ARDIF FRANCE	Oui	CONCEPTION GRAPHIQUE - COLLOQUE LDP	MATÉRIEL PROMOTION	5 032.00	0.00	5 032.00	SOUSSION
D'ILHEIM WHITE, MARGARET	sans objet	ANIMER DES SESSIONS DE FORMATION	ACTIVITÉS DU 50E DE LA DÉCLARATION DES DROITS	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE

-
8. **Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1998, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant de surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat**
-

Aucun

9. Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes:

- La photocopie		31 300.00\$
- La télécopie		non disponible
- La téléphonie cellulaire		4 200.00 \$
- Les téléavertisseurs		250.00\$
- Le mobilier de bureau		12 200.00\$
- Les fournitures de bureau		65 800.00\$
- Les distributeurs d'eau de source		2 100.00\$
- Les frais de transport		135 000\$
- Les frais divers		2 200\$
Les frais de repas et d'hébergement		64 000\$
- La préparation à la retraite		NIL \$
- Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement :		
	au Québec	59 600.00\$
	hors Québec	24 800.00\$

10. La liste de tous les véhicules fournis

Aucun

-
11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1998-1999 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
-

Cotisations professionnelles : **13 342,11 \$**

Barreau du Québec :

Président : **886,88 \$**

Vices-présidentes : **1 682,88 \$**

Conseiller/ères juridiques (12) **10 772,35 \$**

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	CADRES	PROFESS.	TECHN./BURE AU	TOTAL
NOMBRE TOTAL D'EFFECTIFS	7	80	55	142 (100%)*
Féminin	3 (42.9%)	40 (50.0%)	52 (94.5%)	95 (67.0%)
Masculin	4 (57.1%)	39 (49.9%)	3 (5.5%)	46 (32.0%)
Personnes handicapées	--	1 (1.2%)	2 (3.6%)	3 (2.1%)
Anglophones	--	5 (6.2%)	--	5 (3.5%)
Autochtones	--	1 (1.2%)	--	1 (0.7%)
Communautés culturelles				
- Min. ethniques	--	9 (11.1%)	--	9 (6.3%)
- Min. visibles	1 (14.3%)	4 (4.9%)	3 (5.5%)	8 (5.6%)
Moins de 30 ans	--	1 (1.2%)	3 (5.5%)	4 (2.8%)

* Ce nombre inclut à la fois le personnel permanent et le personnel occasionnel (en remplacement de personnel absent).

-
- 13. Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...). Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués.**
-

Sera répondue par le Conseil du Trésor

14. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme.

Sera répondue par le Conseil du Trésor

-
15. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)
-

Voir tableaux ci-joints

FICHE SYNTHÈSE - 03

Commission des droits de la personne et des droits de la personne

TITRE: MALADIES, HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET VACANCES														
15) A) C) TOTAL DES JOURS PRIS PAR LE PERSONNEL EN CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 1998-1999														
CONGÉS		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
MALADIE	Cadres supérieurs	3,0	18,0	22,5	---	1,5	1,5	1,5	---	1,0	3,0	1,0	---	53,0
	Professionnels	104,0	74,0	67,5	90,5	103,0	115,0	125,0	134,5	80,5	72,5	19,0	---	985,5
	PBTA	49,0	55,5	65,0	63,5	57,5	71,0	78,5	22,5	63,5	56,5	41,5	29,0	653,0
	TOTAL	156,0	147,5	155,0	154,0	162,0	187,5	205,0	157,0	145,0	132,0	61,5	29,0	1 691,5
VACANCES	Cadres supérieurs	9,0	7,0	13,0	39,0	51,0	1,0	2,0	14,5	18,5	6,0	---	5,0	166,0
	Professionnels	45,0	31,5	89,0	409,0	443,5	148,5	24,0	11,0	126,0	52,5	5,0	---	1 385,0
	PBTA	29,5	44,5	82,5	256,0	293,5	37,0	18,5	24,0	84,5	17,5	2,0	---	889,5
	TOTAL	83,5	83,0	184,5	704,0	788,0	186,5	44,5	49,5	229,0	76,0	7,0	5,0	2440,5

FICHE SYNTHÈSE - 03

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

15)B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 1998-1999														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
HEURES RÉALISÉES	Cadres supérieurs													
	Professionnels	215,50	271,92	251,58	31,92	102,75	116,42	266,33	248,58	158,25	113,00	34,50	---	1 810,75
	PBTA	27,25	23,50	18,58	46,00	40,25	36,58	49,00	115,75	60,17	16,50	---	---	433,58
	TOTAL	242,75	295,42	270,16	77,92	143,00	153,00	315,33	364,33	218,42	129,50	34,50	---	2 244,33
COÛT TOTAL DES HEURES RÉALISÉES	Cadres supérieurs													
	Professionnels	6 880,16	8 686,66	8 008,55	1 015,33	3 353,41	3 732,13	8 590,39	8 099,59	5 124,18	3 724,38	1 102,32	---	58 317,10
	PBTA	667,90	575,99	485,44	1 143,08	1 038,25	937,29	1 220,10	2 986,11	1 517,01	421,06	---	---	10 992,23
	TOTAL	7 548,06	9 262,65	8 493,99	2 158,41	4 391,66	4 669,42	9 810,49	11 085,70	6 641,19	4 145,44	1 102,32	---	69 309,33
COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSÉES EN CONGÉS	Cadres supérieurs													
	Professionnels	6 755,92	8 413,55	7 783,64	854,68	3 297,18	3 185,92	8 365,48	8 099,59	5 124,18	3 724,38	1 102,32	---	56 706,84
	PBTA	667,90	575,99	485,44	1 143,08	1 038,25	937,29	1 070,09	2 986,11	1 517,01	421,06	---	---	10 842,22
	TOTAL	7 423,82	8 989,54	8 269,08	1 997,76	4 335,43	4 123,21	9 435,57	11 085,70	6 641,19	4 145,44	1 102,32	---	67 549,06

FICHE SYNTHÈSE - 03

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

15)B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 1998-1999 (suite)														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES OU À PAYER	Cadres supérieurs													
	Professionnels	124,24	273,11	224,91	160,65	56,23	546,21	224,91	---	---	---	---	---	1 610,26
	PBTA							150,00						150,06
	TOTAL	124,24	273,11	224,91	160,65	56,23	546,21	374,91	---	---	---	---	---	1 760,25

16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995

- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

ÉTAT DES EFFECTIFS PERMANENTS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE AU 31 MARS 1999

	Cadres	Prof.	Techn.	Bur.	TOTAL
Présidence et vice-présidence*	-	-	-	2	2
Direction du Contentieux	-	6	-	3	9
Service des Communications	-	4	-	1	5
Secrétariat et Direction des enquêtes et de la représentation régionale	1	3	1	2	7
<u>Bureau régional de Montréal</u>	1	16	4	7	27
<u>Bureau régional de Québec</u>	1	5	1	3	10
<u>Bureaux régionaux</u>	1	2	-	1	4
Chicoutimi	-	-	-	1	1
Rimouski	-	1	-	1	2
Sept-Iles	-	-	-	1	1
Trois-Rivières	-	2	-	1	3
Hull	-	2	-	1	3
Longueuil	-	4	-	1	5
Rouyn	-	1	-	1	2
Sherbrooke	-	1	-	1	2
St-Jérôme	-	4	-	1	5
Direction de l'Éducation	-	4	-	1	5
Direction des P.A.E.	1	5	1	1	8
Direction de la recherche et de la planification	-	7	-	2	9
Direction des Services administratifs	1	4	3	4	12
Direction de la coopération	1	6	1	2	10
TOTAL	7	77	11	38	133

- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**

1998-1999	3
------------------	----------

- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

1998-1999	4
------------------	----------

- d) voir point a)**

- e) non disponible**

- f) nombre de personnes occasionnelles et contractuelles**

1998-1999	4 *
------------------	------------

***** **Aucun depuis 5 ans.**

17. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ

Sera répondue par le Conseil du Trésor

18. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999 qui louent des espaces

Aucune

19. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Aucun

20. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1998-1999

Ne s'applique pas

26. Bilan 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole

Sera répondue par la Ministre des affaires municipales et à la Métropole

27. Liste des projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi et leur état d'avancement, notamment les sommes investies et les emplois créés

Sera répondue par le Conseil exécutif

28. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique

Sera répondue par le Conseil du Trésor

29. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)

Sera répondue par le Conseil du Trésor

30. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

Aucun

31. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

Aucun

32. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère

Aucun

33. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied

Aucun

-
- 34. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers**
-

Non-applicable

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)

Acquisition 1998-1999 :

-	accélérateur pour réseau interne (HP Procurve)	2 020\$
-	4 imprimantes LEXMARK 5000	1 174\$
-	2 imprimantes LEXMARK Optra	2 814\$
	TOTAL	6 008\$

36. Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000

Sera répondue par le Conseil du Trésor

-
- 37. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités de la Commission Poitras, de la Commission Nicolet, Solidarité rurale et de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales**
-

Aucun

-
- 38. Liste du personnel politique du cabinet ainsi que du personnel permanent contractuel ou occasionnel du ministère qui ont été contacté et ou rencontrés par la Commission d'accès à l'information et/ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre**
-

Sera répondue par le Ministère des relations avec les citoyens
et de l'Immigration

39. Quels sont les plans de régionalisation des services gouvernementaux pour chacun des ministères et organismes

Non-pertinent

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Droits de la personne:

44. Statistiques sur le nombre de dossiers et les catégories de plaintes actuellement devant la CDPDJ. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 1998-1999. Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.

1. Au 31 décembre 1998, il y avait 1,493 dossiers actifs à la Commission, secteur droits de la personne.

Les principaux motifs de discrimination invoqués sont le sexe, le handicap, la race/couleur/origine ethnique ou nationale, et l'âge, généralement dans le secteur du travail.

2. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998, la Commission a ouvert 835 dossiers d'enquête et en a fermé 751.

Les principaux motifs de discrimination invoqués sont ici le handicap (21.7%), le sexe (19.9%), la race/couleur/origine ethnique ou nationale (16.7%), l'âge (12,2%), la condition sociale (7.5%).

66% des dossiers sont relatifs au secteur du travail. Les autres secteurs sont principalement ceux de l'accès aux biens et services, et le logement.

3. En 1998, la Commission a émis 75 propositions de mesures de redressement, après enquête.

Elle a fait 50 demandes devant le Tribunal des droits de la personne, pour les motifs et dans les secteurs suivants:

a) Handicap

Elle a intenté 13 actions alléguant discrimination fondée sur le handicap: deux d'entre elles portent sur l'accès en pleine égalité à des lieux publics, deux à des moyens de transport, trois sur l'accès aux services publics dans les secteurs de l'éducation et la santé. Elle a également intenté cinq actions alléguant discrimination fondée

sur le handicap lors de l'embauche et une action alléguant harcèlement fondé sur le handicap.

b) Logement

Dans le secteur du logement, la Commission a intenté six actions. Trois d'entre elles portent sur des refus de location fondés sur la race et la couleur, deux sur l'origine ethnique ou nationale et l'état civil et une sur la présence d'enfants (âge et état civil).

c) Condition sociale

La Commission a également pris deux actions alléguant discrimination fondée sur la condition sociale, l'une dans l'accès au crédit, l'autre dans l'accès à des services du domaine de la santé.

d) Propos offensants et atteinte à la dignité

Elle a aussi intenté deux actions alléguant des propos offensants fondés sur la race et la couleur.

e) Exploitation

La Commission a intenté une action alléguant l'exploitation d'une personne âgée par un membre de sa famille.

f) Travail

Dans le secteur du travail, la Commission a intenté 26 actions, réparties comme suit:

i) Refus d'embauche

La Commission a déposé quatre actions alléguant des refus d'embauche discriminatoires, dans un cas, fondé sur les antécédents judiciaires, dans deux cas, sur l'origine ethnique ou nationale et enfin dans le dernier cas, fondé sur le sexe, dans un secteur d'emploi traditionnellement occupé par des hommes.

ii) Conditions de travail

La Commission a intenté six actions alléguant discrimination fondée sur l'état civil et le sexe dans le calcul de l'ancienneté à la suite d'un congé parental. Elle a également pris deux actions portant sur la discrimination fondée sur la grossesse dans le calcul des vacances, de même qu'une action alléguant discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans le refus d'octroyer un congé social.

Par ailleurs, la Commission a intenté une poursuite en faveur de 67 employées et employés, alléguant les effets discriminatoires d'une échelle de rémunération en fonction du sexe des employés et demandant aussi l'implantation d'un système d'équité salariale.

Elle a de plus intenté une action contestant une politique de sexualisation des postes.

Enfin, elle a intenté quatre actions alléguant du harcèlement sexuel et des conditions de travail comportant discrimination fondées sur le sexe.

iii) Congédiement

La Commission a intenté sept actions alléguant des congédiements discriminatoires.

Parmi celles-ci, trois allèguent la discrimination fondée sur l'âge. Une action est fondée sur l'existence d'antécédents judiciaires, une sur l'état civil et les liens de parenté, trois, sur la discrimination fondée sur le sexe, dont une dans le cadre d'un secteur d'emploi non-traditionnel.

4. En 1998, il y a eu 8 dossiers d'enquête ouverts à l'initiative de la Commission.

-
- 45. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères en 1998-1999 en distinguant ceux qui ont suivis et ceux qui ne l'ont pas été.**
-

Voir document ci-joint

LISTE ET SUIVI DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES EN 1998-1999

- | |
|---|
| 1. Suivi à venir |
| 2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie |
| 3. Recommandation(s) non suivie(s) |

A- Le respect du droit à l'égalité et à la non-discrimination

- La rémunération à double palier et autres clauses dites « orphelins » dans les conventions collectives : conformité au principe de non-discrimination (avis de la Commission)

Envoi, le 8 juin 1998, au ministre du Travail

Envoi, le 10 juin 1998, au ministre des Affaires municipales, au ministre de la Justice et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- Mémoire à la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale sur la rémunération à double palier et les autres clauses dites « orphelins » dans les conventions collectives

Envoi, le 18 août 1998, au ministre du Travail, au ministre de la Justice et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- Commentaires relatifs au projet de règlement sur l'allocation pour enfant handicapé

Envoi, le 9 mars 1999, à la ministre et à la ministre déléguée à la Famille et de l'Enfance, à la ministre et au ministre délégué à la Santé et des Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, à la ministre de la Justice, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- Les programmes d'accès à l'égalité au Québec : bilan et perspectives

Envoi, le 26 janvier 1999, au Premier ministre, au ministre des Finances, à la ministre de la Santé et des Services sociaux, à la ministre d'État aux Affaires municipales et de la Métropole, au ministre de la Sécurité publique, au ministre de la Solidarité sociale, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, à la ministre de la Justice, au ministre des Transports, au ministre d'État au travail et à l'Emploi, au ministre de l'Éducation et à la Jeunesse et au ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique

B- La protection des droits fondamentaux

- Lettre au ministre de la Justice sur le Projet de loi n° 432 modifiant le Code civil en matière de recherche médicale

Envoi, le 17 juin 1998

2

- Mémoire à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 451, *Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé et d'autres dispositions*

Présenté à l'Assemblée nationale le 9 septembre 1998

1

- Les examens médicaux en emploi (avis de la Commission)

n/a

Envoi, le 22 juin 1998, au ministre du Travail, au ministre de la Justice et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- Les tests psychologiques et psychométriques en emploi (avis de la Commission)

n/a

Envoi, le 22 juin 1998, au ministre du Travail, au ministre de la Justice et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- La compatibilité avec la Charte québécoise des tests de dépistage de drogue en emploi (avis de la Commission)

n/a

Envoi, le 22 juin 1998, au ministre du Travail, au ministre de la Justice et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- Registre relatif au suivi des médecins ayant connu ou pouvant connaître des difficultés professionnelles pour cause de maladie physique ou mentale – Conformité à la Charte (avis de la Commission)

n/a

Envoi, le 2 mars 1999, à la ministre de la Santé et des Services sociaux et à la ministre de la Justice

- La vérification policière des antécédents judiciaires des personnes appelées à œuvrer auprès d'une clientèle vulnérable (avis de la Commission)

1

Envoi, le 24 février 1999, au ministre de la Sécurité publique, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, au ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, à la ministre et au ministre délégué à la Santé et des Services sociaux, à la ministre et à la ministre déléguée à la Famille et de l'Enfance, à la ministre de la Justice et à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole

- Mémoire à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 443 modifiant le Code de procédure civile en matière notariale 2

Envoi, le 18 août 1998, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et au ministre de la Justice
- Lettre au ministre de la Justice sur le Projet de loi n° 443 2

Envoi, le 7 octobre 1998
- L'affichage des raisons sociales et des marques de commerce (avis de la Commission) 1

Envoi, le 9 mars 1999, à la ministre des Relations internationales, à la ministre responsable de la Charte de la langue française, à la ministre de la Justice et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- C- La protection des droits et de l'intérêt de l'enfant**
- Le cas des enfants maltraités de Beaumont. Rapport d'enquête 1

Envoi, en avril 1998, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de la Justice, à la ministre de l'Éducation et au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- Rapport et conclusion d'enquête sur les services de protection de la jeunesse dans la région des Laurentides 2

Envoi, le 25 février 1999, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, à la ministre de la Justice, à la ministre et au ministre délégué à la Santé et des Services sociaux et à la Protection de la jeunesse et au ministre d'État à l'Éducation et à la jeunesse
- Enfants en attente de services aux Centres jeunesse de Lanaudière – Conclusion d'enquête 2

Envoi, le 29 mai 1998, au ministre de la Santé et des Services sociaux
- Enfants en attente de services aux Centres jeunesse de la Montérégie – Conclusion d'enquête 2

Envoi, le 11 mars 1998, au ministre de la Santé et des Services sociaux

- Le châtement corporel comme moyen de corriger les enfants (avis de la Commission)

Envoi, le 9 février 1999, au ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, à la ministre et au ministre délégué à la Santé et des Services sociaux, à la ministre et à la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, à la ministre de la Justice, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et au ministre de la Sécurité publique

- La prévention de la récidive des agressions sexuelles commises contre les enfants (avis de la Commission)

Envoi, le 24 février 1999, au ministre de la Sécurité publique, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, au ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, à la ministre et au ministre délégué à la Santé et des Services sociaux, à la ministre et à la ministre déléguée à la Famille et de l'Enfance, à la ministre de la Justice et à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole

D- La lutte contre la pauvreté

- Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 186, Loi sur le soutien du revenu favorisant l'emploi et la solidarité sociale

Envoi, le 21 mai 1998, au ministre de la Justice, au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et à la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité

E- Autres questions d'intérêt

- Lettre au ministre de la Justice sur l'accès au Tribunal des droits de la personne

Envoi, le 29 septembre 1998

- La mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant. Rapport d'activité de la Commission pour la période du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1997

Envoi, le 7 juillet 1998, au ministère de la Justice

- La mise en œuvre de la Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération. Rapport d'activité de la Commission pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mai 1998

Envoi, le 18 juin 1998, au ministère des Relations internationales

- Lettre au ministère de la Justice sur le projet révisé de Convention interaméricaine pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les personnes handicapées

n/a

Envoi, le 19 octobre 1998

- Lettre au ministère des Relations internationales sur le projet de Protocole facultatif à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

n/a

Envoi, le 5 janvier 1999

- Lettre au ministère de la Justice concernant l'examen du document de travail relatif à un projet de loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de même sexe

I

Envoi, le 12 mars 1999

PB/cl

Droits de la personne:

46. Délai moyen de traitement des plaintes pour 1998.

Le délai moyen de traitement des plaintes est de 15 mois pour les dossiers qui ont été fermés suite à un règlement (146), à un désistement (172), ou à une décision du Comité des plaintes (310).

Depuis quelques années, la Commission a fait de la réduction des délais de traitement des dossiers un objectif majeur de sa planification stratégique. Depuis 1995, la Commission a pu chiffrer le progrès accompli dans la réduction des délais de traitement de dossiers à environ 10% par année. En 1998 cependant, il faut noter un recul de 5% dans la proportion de dossiers qui ont été fermés en moins d'un an et en moins de 18 mois.

Force est de constater cependant qu'il existe un seuil d'adéquation minimal entre un délai de traitement des plaintes satisfaisant et le niveau des ressources humaines requis.

Protection de la jeunesse

47. Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 1998-1999. Nombre de cas et circonstances en vertu desquels la Commission a agi pas elle-même.

1. En 1998, la Commission a reçu 4,424 demandes diverses reliées à son mandat en protection de la jeunesse. Plusieurs demandes donnent lieu à des références vers des ressources du réseau des affaires sociales ou des ressources communautaires du réseau jeunesse. D'autres demandes exigent une assistance plus personnalisée pour conseiller un jeune ou ses parents. Cette fonction-conseil constitue une part importante des services rendus à la population par la Commission.

Parmi l'ensemble des demandes, 786 se formulaient en demandes d'intervention et ont fait l'objet d'un examen de recevabilité en regard de la compétence de la Commission. Cette dernière n'avait pas compétence dans 155 situations portées à son attention.

324 demandes ont occasionné des démarches correctrices avec le support du personnel de la Commission. 184 demandes ont été soumises aux directeurs pour interventions correctrices immédiates.

Les directeurs ont en outre autorisé 111 enquêtes parce qu'ayant raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes.

Les principaux motifs invoqués pour les demandes d'intervention et d'enquête sont:

- La qualité des services de prise en charge;
- Le lieu d'hébergement inapproprié;
- Les services dans les ressources d'hébergement;
- Contestation d'une décision du DPJ;
- Délais ou absence de services;
- Qualité de l'évaluation;
- Droit de communiquer.

L'enquête systémique aux Centres jeunesse des Laurentides a porté sur un échantillonnage de 84 dossiers.

2. La Commission a mené six (6) enquêtes de sa propre initiative, portant sur les services d'évaluation du DPJ, l'aménagement des visites parents/enfants, le lieu d'hébergement inapproprié, l'absence de services sociaux, et la prolongation induite d'une évaluation.

Protection de la jeunesse

48. Liste des recommandations de la Commission aux ministères mentionnés dans sa loi constitutive, pour l'année 1998-1999.

cf: Rapport sur l'Affaire de Beaumont; (ministère de la santé et des services sociaux)

Rapport et conclusion d'enquête relatifs aux Centres jeunesse des Laurentides; (ministère de la santé et des services sociaux, ministère de la Justice).

Listes d'attente en Montérégie et dans Lanaudière. (ministère de la santé et des services sociaux).

* Voir document question 45.

Protection de la jeunesse

- 49. Liste des plaintes qui ont fait l'objet de recommandations par la Commission auprès de ministères en 1998-1999.**
-

cf: Affaire de Beaumont

Centres jeunesse des Laurentides

Listes d'attente dans Lanaudière et Montérégie.

Protection de la jeunesse

- 50. Nombre d'enfants décédés alors qu'ils étaient suivis par le réseau de protection de la jeunesse en 1998-1999.**
-

Après entente avec le Bureau du Coroner, la Commission ne reçoit plus les avis de décès et n'effectue pas ce type de vérification. Elle travaille actuellement cependant sur un projet qui vise à ce qu'elle enquête désormais sur les suicides d'enfants en centre de réadaptation.

Protection de la jeunesse

51. Pour l'année 1998-1999, nombre de cas traités et de plaintes reçues en regard de l'isolement ou de l'encadrement intensif d'un enfant à l'intérieur d'un établissement. Distinguer les cas de protection de ceux des jeunes contrevenants et préciser leur nature

1. 29 plaintes ont été traitées en regard de l'isolement ou de l'encadrement intensif (retrait ou programmation spéciale).
2. 21 plaintes en protection de la jeunesse.
6 plaintes en jeunes contrevenants.
2 plaintes en LPJ et LJC conjointement.

Protection de la jeunesse

52. Délai moyen de traitement des plaintes pour 1998-1999.

1. Pour les demandes d'intervention, hormis l'enquête, le délai moyen de traitement est de 3, 5 mois.
2. Pour les enquêtes autorisées, le délai moyen de traitement est de 7 mois.

53. Effectifs pour 1998-1999, postes occupés et nature du travail.

CATÉGORIE D'EMPLOI	1998-1999
CADRES	7
PROFESSIONNELS	
Agent d'administration	1
Agent d'éducation	4
Agent d'information	4
Agent de coopération	4
Bibliothécaire	1
Chef du Service des communications	1
Conseiller en P.A.E.	4
Coord. des P.A.E.	1
Enquêteur-médiateur	16
Représentant régional	22
Recherchiste	3
Coord. de recherche	1
Analyste en informatique	1
Secrétaire adjoint	3
Conseiller en G.R.H.	1
Conseiller juridique	10
TOTAL	77
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ/E/S DE BUREAU	
Chargé de service	3
Commis de bureau	2
Préposé à la phot. et messagerie	1
Secrétaire	30
Téléphoniste-réceptionniste	2
Bibliotechnicien	1
Technicien en administration	3
Technicien en personnel	1
Technicien en information	5
Technicien en informatique	1
Technicien arts grap. et appliqués	0
TOTAL	49
GRAND TOTAL	133